Verneuil Yves. *Les agrégés : histoire d'une exception française*

Paris : Belin, 2005. – 367 p. (Histoire de l'éducation)

Philippe Savoie

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/214>

DOI : 10.4000/rfp.214

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2006

Pagination : 228-230

ISBN : 2-7342-1039

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Philippe Savoie, « Verneuil Yves. *Les agrégés : histoire d'une exception française* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 154 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 14 octobre 2010, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/214> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.214>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

© tous droits réservés

Verneuil Yves. *Les agrégés : histoire d'une exception française*

Paris : Belin, 2005. – 367 p. (Histoire de l'éducation)

Philippe Savoie

RÉFÉRENCE

Verneuil Yves. *Les agrégés : histoire d'une exception française*. Paris : Belin, 2005. – 367 p. (Histoire de l'éducation)

- 1 L'ouvrage d'Yves Verneuil se présente comme une histoire des agrégés depuis 1766, date à laquelle furent instaurés des concours d'agrégation pour le recrutement des futurs régents de grammaire, de belles-lettres et de philosophie des collèges de la faculté des arts de l'université de Paris – ancêtres de nos établissements secondaires –, jusqu'au tout début du XXI^e siècle. Mais son propos principal est plus contemporain : il s'agit de l'histoire de la Société des agrégés et d'une analyse des positions, des contradictions, des argumentaires, des choix stratégiques et des manœuvres à travers lesquels cette société a, depuis sa création en 1914, conduit son œuvre de défense d'une catégorie à la fois privilégiée et menacée. Et la question à laquelle ce livre cherche, au bout du compte, à répondre est celle de la place des agrégés, cette « exception française » parmi tant d'autres, dans le système éducatif et dans le corps enseignant d'aujourd'hui.
- 2 La Société des agrégés apparaît à un moment tout à fait crucial dans l'histoire du corps professoral secondaire, celui du développement et de la reconnaissance officielle des amicales d'enseignants, qui est aussi celui de l'éclatement des tensions catégorielles, tout cela dans le contexte plus large d'une profonde mutation de l'enseignement secondaire. Jusqu'à cette époque, à défaut de réaliser l'objectif, proclamé au début du XIX^e siècle, de placer des agrégés dans toutes les chaires des lycées, on avait fait de l'agrégation la condition de toute titularisation, et réduit ceux qui tenaient lieu de professeurs sans en avoir le titre à un statut précaire et subalterne de chargés de cours.

La Troisième République, soucieuse d'améliorer le statut et la carrière de toutes les catégories inférieures du corps enseignant secondaire – chargés de cours, professeurs de classes élémentaires et répétiteurs des lycées ; professeurs et répétiteurs des collèges communaux –, finit par accorder une titularisation à l'ancienneté à ces chargés de cours licenciés ou titulaires d'un certificat d'aptitude. Cette mesure s'ajoute à d'autres qui tendent à diminuer la distance, du point de vue du traitement, du statut et des fonctions, entre les professeurs agrégés et ces catégories inférieures. Est-ce la menace d'une banalisation et d'une dégradation de leur statut qui fait cristalliser chez les professeurs titulaires un esprit de catégorie et les incite à se replier sous la bannière de l'agrégation ?

- 3 Yves Verneuil montre bien les hésitations des agrégés, avant comme après la création de la Société, entre l'engagement dans une stratégie de solidarité professorale avec les chargés de cours, qui leur donnerait plus de poids et de crédit face à l'administration, et le repli sur des positions de défense de l'agrégation et de ceux qui en ont passé le concours. La Société des agrégées, confrontée à un choix analogue, opte pour la solidarité avec l'ensemble du jeune corps enseignant secondaire féminin, placé tout entier en position subalterne, alors que les agrégés privilégient le maintien de la hiérarchie. La fusion des deux sociétés n'aura lieu qu'en 1948. L'ouvrage offre une analyse convaincante de l'opposition, dans l'entre-deux-guerres, entre des agrégées qui ont tout à gagner et des agrégés assiégés dans leurs positions, ainsi que des enjeux liés à la question de la mixité ou de la séparation des concours masculins et féminins. Mais, concernant l'émergence d'une conscience collective des agrégés sous la Troisième République, Y. Verneuil privilégie une explication interne : jusqu'à cette époque les agrégés étaient divisés par des différences de statut, d'obligations de service, de traitements. Désormais, leur identité de grade, leur communauté de recrutement par concours, leur sentiment de tenir leur légitimité de leur compétence, de leur science, et donc de mériter leurs privilèges, favoriserait l'épanouissement d'une fraternité des agrégés, dont l'auteur pointe les manifestations à l'occasion de discours ou de banquets. La mise en avant de cette dimension de la question, intéressante en elle-même, a aussi pour fonction de donner un sens à l'ouvrage, ce qui est un peu plus problématique.
- 4 Proposer une histoire des agrégés du XVIII^e au XXI^e siècle est en effet une entreprise paradoxale dans son principe. Dans la première moitié du XIX^e siècle, comme avant la révolution, les agrégés ne sont pas des professeurs titulaires mais un corps de réserve occupé, en attendant l'accès à une chaire, à des suppléances, à un enseignement régulier dans un lycée (sans titre définitif) ou un collège communal, ou à des fonctions de maître élémentaire ou de maître d'étude. Ils perçoivent un modeste traitement de l'État, auquel s'ajoute le cas échéant la rémunération des tâches auxquels ils sont employés. Après 1852, cette catégorie d'agrégés n'existe plus qu'à titre résiduel. Désormais, agrégé et professeur titulaire ne font plus qu'un, et c'est plutôt la deuxième qualité qui est mise en avant. Enfin, sous la Troisième République, à partir du moment où on commence à parler de « professeurs chargés de cours » puis de « professeurs licenciés » ou « certifiés », le titre de professeur agrégé s'impose pour distinguer l'aristocratie professorale. Peut-on, sous prétexte de continuité nominale, traiter comme d'un même objet des non titulaires d'avant 1852 et des titulaires d'après ? Ne serait-il pas plus logique de voir chez les professeurs titulaires d'avant 1852 la même catégorie que ceux d'après 1852 ? L'auteur semble, en fait, placer le facteur de continuité dans le recrutement des agrégés par un concours sélectif et intellectuellement exigeant : les agrégés seraient les savants, les autres (dans le

meilleur cas) les pédagogues. Et il montre, en effet, la permanence, depuis 1766, du reproche fait à l'agrégation de recruter des savants quand il faudrait recruter des professeurs. Mais il ne faudrait pas exagérer cette permanence : la formule évoque pour nous, et pour les témoins du début du ^{xx}^e siècle dans une certaine mesure, l'idée d'une coupure entre savoir savant et savoir enseigné, et celle d'une séparation entre contenu de l'enseignement et pédagogie, deux notions qui n'ont guère de sens si on les applique à l'enseignement des humanités classiques, lesquelles représentent l'essentiel de l'enseignement secondaire des deux premiers tiers du ^{xix}^e siècle.

- 5 L'analyse d'Y. Verneuil aurait sans doute gagné à s'arrêter sur la tradition universitaire héritée du Moyen-Âge : le corporatisme enseignant, celui des professeurs du secondaire comme des universitaires d'aujourd'hui, y plonge ses racines pour le meilleur et pour le pire. On lui reprochera certainement de passer quasiment sous silence la production sociologique des dernières décennies, y compris des notions aussi courantes aujourd'hui, en matière d'histoire sociale des enseignants et du syndicalisme enseignant, que celles de profession et de professionnalisation. Il manque, en tout cas, une dimension institutionnelle à son analyse, qui lui aurait permis de sortir un peu de la notion de catégorie, bien étroite, tout de même, pour rendre compte d'un groupe qui se voit comme le dépositaire d'une tradition multiséculaire. Ce détour par l'histoire institutionnelle lui aurait peut-être évité de réduire parfois cette analyse à une catégorisation politique sommaire et quelque peu anachronique : Fortoul, autoritaire ministre du Second Empire, aurait ainsi « républicanisé » l'agrégation, un concours qui portait la macule de son origine, ses premiers lauréats, en 1821, étant considérés comme « une cohorte enrôlée sous la bannière de la réaction » (p. 66 – rappelons que Jules Michelet est le plus illustre membre de ladite cohorte).
- 6 On ne jugera toutefois pas le travail d'Yves Verneuil à ces lacunes et maladresses : élargir son propos aux ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles était une gageure, même si on peut en comprendre les raisons éditoriales. Il a su, dans l'ensemble, tirer profit des travaux disponibles sur cette préhistoire (sans toujours les en créditer très nettement) pour éclairer ce qui constitue l'objet même du livre. Cet objet, c'est d'abord le malaise des agrégés, plus nombreux qu'autrefois mais plus isolés ; éclatés entre des spécialités de plus en plus hétérogènes et de plus en plus éloignées des humanités classiques sur le culte desquelles le corps a longtemps fondé son prestige ; relativement déclassés du point de vue matériel ; accusés de faire obstacle à la démocratisation scolaire et à l'unification du corps enseignant ; mis en cause pour leur absence de formation pédagogique ; coupables, enfin, de constituer une exception française, irréductible à l'harmonisation européenne comme aux comparaisons internationales. C'est aussi la position inconfortable d'un corps présent de la 6^e à l'université – en tant que tel sous la forme des PRAG, mais aussi à travers le grand nombre d'agrégés parmi les enseignants-chercheurs – sans plus être la catégorie de référence nulle part, les certifiés bénéficiant d'une écrasante majorité dans le secondaire. C'est enfin les contradictions inhérentes à cette position et les choix stratégiques qui ont longtemps permis à la Société des agrégés de peser sur le syndicalisme enseignant du second degré et d'obtenir du pouvoir ce qui paraissait inaccessible autrement. Un des enseignements les plus frappants de l'ouvrage, c'est l'in vraisemblable solidarité de corps qui a uni des gens dont les engagements politiques allaient de l'extrême-gauche comme à l'extrême-droite, avant que les effets conjugués de la massification, de la contestation des années 1960-1970 et du long règne de Guy Bayet n'accroche une étiquette conservatrice sur la

Société des agrégés, contribuant certainement à la diminution sensible de sa représentativité. Confrontée depuis l'explosion scolaire et les réformes de la Cinquième République au choix entre le maintien d'agrégés dans tout l'enseignement du second degré et leur redéploiement dans le second cycle et l'enseignement supérieur, la Société des agrégés s'est accroché à un non-choix, dont Y. Verneuil montre bien les difficultés et les effets centrifuges. Au bout du compte, le miracle que constitue, jusqu'ici, le maintien de l'agrégation, tient à la réputation d'exigence et d'excellence qui s'attache à des concours qu'on ne doit en aucun cas « brader ». L'auteur revient à plusieurs reprises sur l'usage longtemps persistant de la vieille appellation d' « agrégé de l'Université » sur les cartes de visite, les faire-part et les quatrièmes de couverture. Faut-il y voir, comme il le propose, une volonté de jouer sur l'ambiguïté du terme pour suggérer que l'agrégation est plus qu'un concours de recrutement de professeurs du secondaire ? Cette référence nostalgique à l'*alma mater* est en tout cas significative du statut symbolique de l'agrégation, qui transcende la froide hiérarchie des corps et grades de la fonction publique, ce qui promet encore bien des résistances à ceux qui voudraient réformer en profondeur le recrutement et le statut des enseignants.

AUTEURS

PHILIPPE SAVOIE

Service d'histoire de l'éducation, INRP